X 2° circ.

Département de l'Orne RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Circonscription de Mortagne

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 23 Novembre 1958

Electrices, Electeurs,



M. Roland BOUDET

Directeur du « Réveil Normand » j'ai commenté chaque semaine dans l'éditorial les évènements. C'est dès le mois de juin 1957, lors d'une crise ministérielle prolongée que j'ai écrit qu'il fallait faire appel à Charles de Gaulle, c'est en novembre 57 que j'ai écrit qu'il nous fallait mettre en chantier une 5e République, car la 4e n'en pouvait plus et au moment du 13 mai j'ai appuyé sans réserve la venue au pouvoir de de Gaulle ce qui m'a valu la censure, enfin pour le Référendum je me suis, sans équivoque prononcé pour le « oui ».

C'est pour suivre cette ligne de conduite que j'ai décidé d'être candidat à ces élections.

C'est pour permettre aux électrices et aux électeurs de clairement manifester leur volonté de voir poursuivre la politique approuvée par le « oui », en portant leurs suffrages sur mon nom, **c'est-à-dire sur un candidat nouveau et sincèrement partisan de la politique du général de Gaulle.**

C'est aussi parce que je connais très bien cette circonscription où je suis né, en novembre 1913, à Bubertré.

C'est parce que depuis mon enfance je connais la vie rurale et particulièrement la vie et les problèmes des cultivateurs.

A la tête du « Réveil Normand » je sais que j'ai 75 % de mes lecteurs qui sont agriculteurs, c'est pourquoi j'ai toujours attentivement étudié et suivi les problèmes agricoles.

Depuis longtemps je suis la politique, tout jeune j'ai été communiste, je ne cherche nullement à le cacher. André Malraux, le plus fidèle compagnon de de Gaulle a bien lui aussi, dans sa jeunesse combattu dans les rangs des brigades internationales en Espagne, aux côtés des communistes.

Pour ma part j'avais été attiré par la doctrine humanitaire et surtout par la lutte contre Hitler. Précisément lors du pacte germano-soviétique j'ai compris que ce parti était au service de l'étranger et j'ai rompu, continuant ma lutte contre Hitler sous l'habit militaire français en France puis en Afrique. Et depuis « L'Humanité-Dimanche » m'a alors presque chaque semaine, abreuvé d'injures et d'insultes. Je crois qu'il y a plus de mérite à reconnaitre son erreur qu'à persévérer par peur des critiques. Mon destin a voulu qu'après des années hors de la vie politique active on me confie la direction du « Réveil Normand », à sa fondation lors de la libération.

Dans ce journal, en plein accord avec la société, j'ai défendu une politique conforme aux intérêts de la France et fidèle au général de Gaulle. Comme Malraux j'ai pensé depuis 1940 que de Gaulle incarne ce qu'il y a de plus purement patriote, de plus clairvoyant, et de plus audacieux, dans tous les domaines, parmi les français.

A la tête du « Réveil Normand » chaque fois que je l'ai pu j'ai transformé les écrits en actes. En 1955 le journal a fait un Référendum pour démontrer que la grande majorité des français voulaient le scrutin d'arrondissement. Ensuite nous avons ouvert une souscription qui fut rapidement couverte et permit d'offrir une deux chevaux Citroën aux sœurs garde-malades de L'Aigle, puis un an après c'est une seconde voiture qui leur fut offerte et fort heureusement cet exemple fut suivi un peu partout. En 1957, pour l'anniversaire du Président Coty un appel fut lancé pour venir en aide au laboratoire qui cherche un remède au cancer du sang et ce fut plus de 600.000 francs qui furent reçus en quinze jours et expédiés au laboratoire par l'intermédiaire du Président Coty. Enfin lors du rappel de nos jeunes au début de la guerre d'Algérie, le « Réveil » fut envoyé gratuitement à tous ces rappelés pendant de nombreux mois.

J'ai toujours pensé que les actes valent plus que les paroles et à côté de cette action menée au « Réveil Normand », j'ai en 1953, conçu et réalisé, grâce à l'appui d'amis et d'une société privée, constituée par nous, le musée de cires parlant « Juin 44 ». Ce musée est le premier musée parlant et le seul avec voix authentiques, il connait un grand succès et rappellera aux générations futures ce qu'ont été les années 1940-1944 en Normandie. C'est Madame la Maréchale Leclerc qui a inauguré ce musée lors d'une fête inoubliable.

En fondant « Le Réveil » j'ai mis dans le titre comme devise : « Pour un gouvernement fort, une République propre, une France indépendante ». Ce sera la ligne de conduite de toute mon activité politique.

Demain comme hier je défendrai toutes les libertés, elles tiennent toutes au cœur des français et sont leur bien le plus précieux.

Je résume très brièvement au verso mon programme, chères électrices, chers électeurs, car j'ai eu l'occasion de l'exposer longuement dans mes conférences et je crois plus nécessaire de souligner l'importance de l'acte que les français vont accomplir le 23 novembre.

— Ils peuvent faire que tout continue.

— Ils peuvent faire que tout s'effondre.

Ils peuvent décourager ou encourager la rebellion en Algérie selon que leur vote renforcera ou diminuera la position du général de Gaulle.

En votant pour les députés sortants, pour ceux qui portent la responsabilité d'avoir laissé se prolonger la guerre d'Algérie par suite de l'impuissance du système ; pour ceux qui ont mené jusqu'au bord du gouffre notre pays, pour ceux qui ont mené à la faillite la 4e République, en votant pour les sortants si braves hommes, soient-ils pris individuellement, les français désavoueraient le « oui » donneraient une sorte de camouflet à de Gaulle et susciteraient de l'inquiétude en Algérie. Si les « anciens » revenaient en masse à l'assemblée on peut craindre que dans quelques mois il y aurait **conflit entre l'assemblée et de Gaulle** et celui-ci repartirait à Colombey, **ce serait alors le désordre à Alger** et par répercussion le **désordre à Paris et** nul ne peut dire comment cela se terminerait.

En votant pour des nouveaux, qui chantent les louanges de de Gaulle mais qui étaient contre lui au 13 mai et pour le « non » au référendum, comme M. Mermaz, M. Mottier et M. Chatelais, alors les français enverraient auprès de de Gaulle de faux amis et de dangereux supporters. A la première occasion ces hommes reviendraient derrière celui qu'ils portent dans leur cœur : M. Mendès-France.

SI VOUS AVEZ VOTE « NON » au référendum vous pouvez voter :

— pour M. Chatelais, communiste ;

— pour M. Mermaz U. D. S. R. (qui a reçu les félicitations de « L'Humanité-Dimanche » du 28 septembre pour sa propagande en faveur du « non ».

— pour M. Mottier, indépendant de gauche, dont le suppléant M. Pilou est un des deux conseillers généraux qui ont refusé de signer l'appel en faveur du « oui ».

SI VOUS AVEZ VOTE « OUI » au référendum, alors soyez logique avec vous même pour que soit continuée cette politique que vous avez approuvée.

— Votez pour un homme nouveau.

— Votez pour un homme actif et d'esprit large.

— Votez pour un sincère défenseur de la 5e République.

— Votez pour un homme de chez nous qui a la confiance des agriculteurs et des ruraux.

Votez pour :

Roland BOUDET

Directeur du Réveil Normand, *à L'Aigle*
Directeur-fondateur du Musée « Juin 44 »

et pour son remplaçant éventuel

Pierre LALLEMANT

Cultivateur à Irai (Orne)
Vice-Président de la Caisse locale du Crédit Agricole de L'Aigle
Assesseur titulaire preneur à la Commission paritaire du canton de L'Aigle
Croix de guerre 1939-1945, Médaille Militaire
Chevalier de la Légion d'Honneur

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Résumé de mon programme

LOIS SOCIALES. — J'approuve les lois sociales existantes mais je voudrais qu'il soit créé dans chaque canton un tribunal familial qui ait des pouvoirs réels pour protéger les enfants et notamment enlever les enfants martyrs des foyers indignes.

LIBERTE DE LA MEDECINE. — J'estime que la médecine doit rester libre, que le corps médical, doit garder son indépendance. La première liberté c'est bien celle de choisir son docteur.

ENSEIGNEMENT. — L'Etat doit offrir à tous les enfants la possibilité de recevoir gratuitement un enseignement adapté aux temps modernes.

Pour atteindre **ce but** il faut réformer totalement l'Enseignement et tenter, avec l'accord des représentants de toutes les familles spirituelles de France, d'arriver à ce qu'il n'y ait plus qu'une seule école publique, acceptée par tous parce qu'elle offrira les meilleures conditions d'enseignement en ayant assez de locaux et assez de maîtres et respectera la liberté de conscience par une neutralité absolue et en permettant à ceux qui le veulent de recevoir un enseignement religieux.

Dans l'immédiat, je crois qu'il est de l'intérêt de l'enfant et de l'intérêt national de maintenir la loi Barangé. Sa suppression entrainerait la fermeture des écoles privées et les écoles publiques sont actuellement incapables de recevoir les enfants venant des écoles privées. Cette loi permet aussi à toutes nos écoles rurales d'avoir des locaux et un matériel décents. Pour ces écoles elle est indispensable. Je crois qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras et donc qu'il faut maintenir la loi Barangé que je défendrai jusqu'à ce que l'on ait trouvé une solution, acceptée par tous, à ce problème de l'école. J'ajoute que notre enseignement doit s'orienter vers la technique et vers la formation d'ingénieurs.

IMPOTS. — Notre système fiscal est très complexe. Il permet aux malins de passer au travers et frappe lourdement les petits.

Je crois que l'impôt sur l'énergie, système mis au point et très longuement étudié permettrait plus de justice fiscale et permettrait de supprimer les déclarations ; les feuilles d'impôts ; les versements aux percepteurs et les contrôles.

La Suède va faire l'essai de cette méthode.

Partisan de l'impôt sur l'énergie je demanderai qu'une commission aille étudier en Suède ce système.

En attendant je demanderai que par la Cour des Comptes de sérieuses économies soient **effectivement réalisées.**

L'Etat doit diminuer son train de vie.

La responsabilité doit être imposée aux fonctionnaires qui engagent ou contrôlent des dépenses.

POLITIQUE OUVRIERE. — Le premier devoir de l'Etat est d'assurer à tous les ouvriers le plein emploi, c'est-à-dire du travail garanti à un salaire rémunérateur.

Je suis partisan de l'association capital-travail.

J'ai déjà écrit voici plus d'un an qu'il faudrait supprimer les zones de salaires. Je suis donc pour leur suppression. Mais pour qu'il soit en même temps créé des zones d'impôts, zones dégressives pour la province afin que ceci compense la suppression des zones de salaires pour permettre aux industriels de province de lutter dans des conditions normales contre les industriels de Paris.

Il faut favoriser la création de plus en plus efficace de systèmes de retraites indexées sur le S. M. I. G.

LOGEMENT. — L'Etat doit mettre au premier point de ses obligations la mise sur pied d'un système qui encourage la construction de maisons d'habitation. Tout doit être revu pour obtenir :

— que la construction de maisons d'habitation soit d'une rentabilité réelle et garantie ainsi les capitaux privés s'investiraient dans la construction.

— que les loyers soient à la portée des salariés.

— que tous les ménages puissent trouver des logements en grandeur suffisante selon le nombre de leurs enfants.

VIE RURALE. — Dans un article intitulé « Mon petit village » qui a été reproduit par de grands journaux, j'ai pris la défense de nos petits villages qu'il faut aider à vivre.

— en diminuant les charges qui écrasent le « Tabac, épicerie, téléphone », cet unique commerçant sans qui le village mourrait.

— en unifiant la répartition des fonds destinés aux routes et en en versant une part suffisante aux communes pour l'entretien des chemins ruraux.

— en demandant à l'E. D. F. — qui fait tant de dépenses d'une utilité contestable — d'abaisser le coût de ses travaux pour permettre de terminer l'électrification de nos hameaux et de nos fermes.

— en favorisant la modernisation : eau potable partout ; distribution d'eau ; salles des fêtes ; foyers ruraux, etc.

— en maintenant nos Tribunaux de Justice de Paix dans les cantons.

— en favorisant le portage du pain à domicile.

— en protégeant nos maisons rurales contre les parisiens qui en font des résidences secondaires.

AGRICULTURE. — L'agriculture est la première industrie de France. Elle doit être défendue comme l'industrie et en tout son égale. La politique du gouvernement doit tendre — à assurer des débouchés garantis — à assurer des prix rentables — à orienter la production.

Un mot seulement sur les principaux problèmes :

— viande : nécessité de plans sur 4 ans, d'accords loyaux.

— pommes : refonte de la législation sur les pommes et l'alcool. **Liberté totale,** organisation de production de qualité pour l'alcool, pour les jus de pommes et orientation vers les industries chimiques des mauvais alcools.

— beurre fermier : autorisation **définitive** d'utiliser le conservateur. Propagande à l'étranger.

— cumul des fermes : création d'un « droit rural » visant à permettre que le plus possible la terre soit à celui qui la cultive.

— création d'une « retraite agricole » qui à partir de 60 ans offre une retraite indexée sur le prix du blé, ainsi les exploitants âgés laisseraient la place aux jeunes.

Député rural, si je suis élu, je demanderai à faire partie de la commission de l'agriculture. Mon remplaçant est un agriculteur.

COMMERCE ET INDUSTRIE. — Défense du commerce et de l'industrie par les mesures préconisées par l'organisation des P. M. E. dont j'approuve dans l'ensemble les vues.

HONNEUR ET PATRIE. — A tous les A. C. l'Etat ne doit pas une aumône mais une retraite honnête. Toute une législation doit être étudiée et votée pour assurer les vieux jours de tous les français travailleurs et patriotes et doit être réglé — enfin — le pécule des prisonniers.

C'est pour symboliser ce désir que j'ai choisi un suppléant qui a reçu la Croix de Guerre 39-45, la Médaille Militaire et la Légion d'Honneur. Je suis fier de son estime et de son amitié.



M. Pierre LALLEMANT

ALGERIE. — Pour finir cette guerre et garder l'Algérie française en respectant sa personnalité, en réparant les injustices commises, je suis pour une confiance totale dans le général de Gaulle et je suis fier d'être le seul dans cette circonscription à avoir l'investiture du mouvement le plus fidèle à de Gaulle : **l'Union pour la Nouvelle République.**

JEUNESSE. — Elle doit être l'objet de toute notre attention.

Il faut lui donner l'enseignement général et professionnel qui lui est nécessaire, il faut l'aider à faire vivre ses sociétés de sports, il faut lui faciliter les voyages, le tourisme.

Mais il faut sévèrement contrôler les publications de toutes sortes qu'on vend à la jeunesse et surtout les films que l'on projette devant ses yeux.

POUR LES VIEUX. — Amélioration substantielle de la Retraite et des Allocations pour permettre aux Vieux de vivre décemment.

DECLARATION. — S'il y a ballotage, je déclare que si je dois me retirer je ne me désisterai pour personne. Si je dois rester, je veux que personne ne se désiste pour moi. C'est clair et net.

JEUNESSE ETERNELLE DE LA FRANCE. —La France est de toutes les nations du monde moderne celle qui a le plus prestigieux passé. C'est aussi la plus jeune car l'âge d'une nation n'est que le reflet de l'état d'esprit de ses habitants.

Nous avons, surtout nous Normands, descendants des Vikings, l'audace dans le cœur, mais aussi la vaillance et la prudence.

Toute notre politique doit être une heureuse harmonie de ces qualités. Il nous faut être audacieux si nous voulons suivre la marche du monde et ne pas être ni broyés, ni dévorés, nous devons être vaillants, lutter contre nos défauts, combattre l'anarchie, vouloir l'ordre, vouloir la Justice sociale et avancer avec ardeur, avec éclat vers la Paix, à la tête des autres nations, car aucune d'entre elles n'a autant de titres que nous pour conduire les hommes vers la Liberté, vers l'Egalité, vers la Fraternité.

Vive notre Normandie ! Vive le général de Gaulle ! Vive la 5e République ! Vive la France !

Roland BOUDET
Candidat de l'Union pour la Nouvelle République

Pierre LALLEMANT Agriculteur
Croix de Guerre. Médaille Militaire. Légion d'Honneur

Imp. du « Réveil », L'Aigle.

Sciences Po / fonds CEVIPOF